

conférence de presse

Des travailleurs saisonniers étrangers comme des marchandises : importés, exploités et rejetés.

Abderrahmane G. est arrivé à Saint-Martin-de-Crau en mai 2001 avec un contrat OMI en bonne et due forme. Au bout de huit mois de travail extrêmement dur et de conditions de vie lamentables, il n'avait reçu que 880 euro (5 800 F) d'acomptes et son employeur, loin de lui payer les salaires dus, lui réclamait 50 000 F pour « lui permettre de revenir en France ». Ne pouvant retourner au pays les mains vides, Abderrahmane G. a travaillé « au noir » pour des agriculteurs des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse... jusqu'à son interpellation. Aujourd'hui, il est au Centre de rétention d'Arenc, en instance de départ forcé pour le Maroc. Il ne semble pas que ses employeurs aient été inquiétés.

Cette situation n'a rien d'exceptionnel, elle illustre une réalité intolérable où, face au laxisme de l'Etat, à la concurrence internationale et aux pressions des centrales d'achat des grandes surfaces, des producteurs de fruits et légumes font le choix de l'exploitation sauvage des travailleurs les moins protégés : étrangers saisonniers et étrangers sans papiers.

Pour exprimer sa solidarité active avec Abderrahmane G. et dénoncer le système dont il est victime,

le Collectif de Défense des Travailleurs Etrangers dans l'Agriculture *

vous invite à la conférence de presse qui aura lieu :

Mercredi 3 juillet 2002

à 11 heures

devant la Délégation Régionale de l'OMI

16, rue Antoine Zattara

Marseille 3°